

# Participation citoyenne

**Les délits en chiffres**

Le commandant de la compagnie de gendarmerie de Boulay, Nicolas Derasse et le lieutenant Cyril Rodange, commandant de brigade de Faulquemont sont venus présenter à la trentaine de Faulquois présents, le dispositif de participation citoyenne.



Depuis le début de l'année et jusqu'au 31 octobre, sur le secteur de la brigade de gendarmerie de Faulquemont qui couvre 38 communes, les forces de l'ordre sont intervenues 886 fois. Parmi ces interventions, 61 concernaient des vols liés aux véhicules, 75 vols simples contre des particuliers, 21 destructions et dégradations, 126 comportements qui portent atteinte à la tranquillité publique, 49 cambriolages dont 35 en résidence principale, 2 en résidence secondaire, 5 dans des locaux professionnels ou associatifs et 7 dans d'autres lieux. À Faulquemont : 9 cambriolages ont été enregistrés, 14 vols liés aux véhicules, 25 vols simples contre des particuliers, 8 actes de dégradation et 38 comportements portant atteinte à la tranquillité publique.

En présence du maire Bruno Bianchin et de Roger Pizzol, adjoint aux travaux, à la police et à la sécurité, les deux représentants de la gendarmerie ont décrit avec précision le concept. « C'est un dispositif décidé par le maire et encadré par la gendarmerie », ont-ils précisé. « D'origine anglo-saxonne, la participation citoyenne est une démarche collective visant à accroître le niveau de sécurité d'un secteur par une action concertée et partenariale. » Le principe est de sélectionner un référent par quartier, des habitants volontaires et investis chargés de faire remonter - quasiment en temps réel - des informations sur des agissements suspects ou inhabituels comme un bruit de vitre cassée, une voiture qui rode, de faux démarcheurs, mais aussi de relayer les informations par mail ou autres auprès

des voisins. À l'instar de la commune voisine de Longeville-lès-Saint-Avold où la participation citoyenne fonctionne depuis un an avec des résultats palpables, la mise en place de cette mesure est d'accroître la lutte contre les cambriolages ou les incivilités, en instaurant une collaboration étroite entre des référents de quartiers et la gendarmerie.

**« Une démarche collective visant à accroître le niveau de sécurité d'un secteur par une action concertée et partenariale »**

Fondé sur la solidarité du voisinage, appelé à faire preuve de vigilance et de réactivité sur ce qui se passe aux alentours, ce dispositif doit aussi favoriser les échanges d'informations entre la population, les élus et les forces de l'ordre engendrant ainsi un sentiment d'insécurité chez les délinquants potentiels. Chaque référent aura un numéro privilégié

pour pouvoir contacter le référent gendarmerie.

À noter que le référent peut s'absenter et n'a aucune obligation de résultat. Il sera épaulé par le gendarme référent et pourra ensuite rencontrer ses voisins, afin de se faire connaître.

Ce dispositif est un outil complémentaire à ceux déjà présents, tels que l'opération tranquillité vacances, le plan canicule, la vidéo-protection. S'il aboutit, le protocole d'accord sera signé par la préfecture, la mairie et le commandant de groupement de gendarmerie.

Une seconde réunion aura lieu ce jeudi 17 novembre, à 18h30 à la salle d'œuvre du presbytère catholique, 1 rue du Cloître, à Faulquemont. Les personnes intéressées peuvent se renseigner au service police de Faulquemont au 03 87 90 70 04.

## Référents : les profils recherchés

Le lieutenant Cyril Rodange, commandant de la brigade de gendarmerie de Faulquemont s'est dans un second temps axé sur les profils recherchés pour être référent : des personnes de confiance, disponibles, présentes en journée ayant une bonne connaissance du voisinage et pouvant déceler des comportements anormaux d'individus venus de l'extérieur. L'officier a aussi insisté sur le fait que les personnes volontaires pour devenir référents ne devront en aucun cas se substituer aux forces de l'ordre. De nombreuses questions ont été posées d'autant plus que certains habitants du quartier Longchamp ont déjà été victimes de cambriolages.

La prochaine étape ? « Inviter les citoyens volontaires à se faire connaître. » En cas d'urgence (cambriolage, agression...), le numéro à privilégier est le 17.